

# La grande crise contemporaine

Les mécanismes qui nourrissent l'instabilité se révèlent une nouvelle fois spectaculairement sous nos yeux avec la grande crise dans laquelle le capitalisme mondial est entré en 2007-2008. Au fur et à mesure du récit, nous avons déjà introduit quelques éléments explicatifs. Il faut maintenant en dresser succinctement le tableau d'ensemble.

Dans un contexte de prix du pétrole élevés [Cochet, 2009], la hausse des défauts de remboursement dans un segment particulier de la finance globale, les *sub-primes* – ces prêts immobiliers accordés à des ménages peu solvables –, a entraîné une onde de choc qui a déjà été analysée [London, 2008 et 2009 ; Joshua, 2009 ; Sapir, 2008]. Il s'agit ici de situer cette crise dans l'histoire du capitalisme et, plus particulièrement, dans l'histoire de sa forme récente, le néolibéralisme.

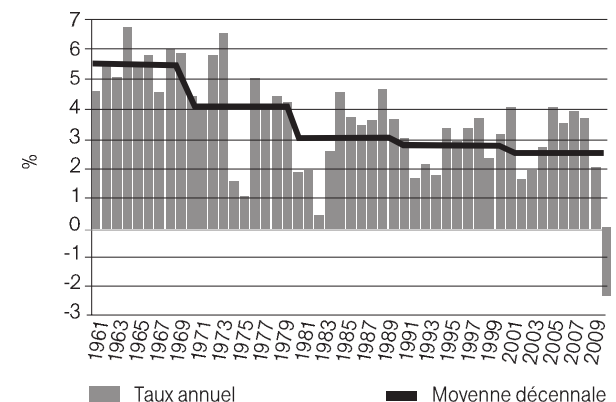
On peut faire commencer cette histoire au tournant des années 1970-1980 lorsqu'une série de décisions économiques conservatrices conduisent à un sursaut du capital sans pour autant parvenir à insuffler une nouvelle dynamique de croissance longue. Dans ce régime, la situation des salariés est fortement dégradée, en particulier en raison d'une intensification de la concurrence qui affaiblit considérablement leur pouvoir de négociation. Ce régime d'accumulation du capital est cependant surprenant à bien des égards, soulevant trois énigmes : comment peut-il y avoir beaucoup de profits et peu d'accumulation ? Comment expliquer la résilience des dépenses publiques alors qu'en tête

de l'agenda néolibéral se trouve la réduction du poids de l'État ? Comment expliquer que les crises financières de plus en plus intenses n'aient pas déjà fait sombrer les économies dans une grande dépression ?

## **Le sursaut du capital déclinant**

Le capitalisme néolibéral n'est pas un capitalisme dynamique : il est au contraire déclinant. La figure 3 montre que le taux de croissance de l'économie mondiale tend à ralentir depuis les années 1960. Les chocs récessifs aigus du milieu des années 1970 et du début des années 1980 ont été suivis d'un redémarrage de la croissance à un rythme moins soutenu que lors de la période précédente. Des récessions importantes ont eu lieu au début des années 1990 et des années 2000, mais le recul de l'activité pour l'année 2009 est particulièrement spectaculaire et sans précédent depuis la grande crise des années 1930.

**Croissance annuelle du PIB mondial**



**figure 3 : le ralentissement de la croissance du PIB mondial depuis les années 1960**

(Source : Banque Mondiale et prévision du FMI d'octobre 2009)

Si la décennie 1970 est celle de la dislocation de l'exceptionnelle expansion qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, celle des années 1980 est celle de la transition vers le capitalisme néolibéral. Sur le plan politique, l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne en 1979 et de Ronald Reagan aux États-Unis en 1981 marque l'arrivée d'une droite combative. Sur le plan économique, le signal de l'essor du pouvoir de la finance a été donné par le « coup de 1979 » lorsque la Réserve fédérale américaine a brutalement augmenté ses taux d'intérêts [Chesnais, 1994 ; Duménil et Lévy, 2003, p. 28-43]. Pris en étau entre des remboursements de crédits devenus soudainement beaucoup plus onéreux et des recettes d'exportations qui s'effondrent sous l'effet de la récession mondiale, les pays du Sud sont jetés en pâture à leurs créanciers. Ce qu'on appelle alors la crise de la dette est à l'origine d'une nouvelle forme de domination des pays riches, États-Unis en tête, et de leurs multinationales sur la plupart des pays d'Amérique latine et d'Afrique via le FMI et la Banque Mondiale. Stabilisation macroéconomique, libéralisation des prix et du commerce, privatisations, le triptyque de ce que l'économiste étasunien John Williamson [1990] appelle le « consensus de Washington » s'abat avec toute sa rigueur sur les populations du Sud puis, dans les années 1990, sur les peuples des pays ex-socialistes d'Europe centrale et orientale [Sapir, 2000 ; Salama, 2006 ; Stiglitz, 2002 ; Dezalay et Garth, 2002].

Dans les pays du Nord, la lutte contre l'inflation s'effectue au détriment des salaires. Dans un contexte de chômage de masse généralisé, ceux-ci sont quasiment bloqués, permettant la restauration de profits qui avaient été sérieusement érodés au cours de la décennie 1970.

La hausse des revenus financiers, liée notamment aux flux d'intérêts qui découlent de la forte aug-

mentation des dettes publiques, et la restauration des profits nourrissent une accumulation du capital financier. Ce capital fictif, comme l'appelle Marx puisqu'il est constitué de titres dont la véritable valeur n'apparaît que lorsqu'ils sont vendus, joue un rôle crucial dans le capitalisme néolibéral. Les politiques de déréglementation suivies au cours des années 1980 et l'essor des technologies de l'information connectent ensemble les différentes places financières de la planète, donnant naissance à un marché financier global et permanent où tous types de produits peuvent s'échanger (actions, obligations, titres de dettes publiques, devises...). La financiarisation permet de reporter les difficultés immédiates du processus d'accumulation en offrant des opportunités, fictives, d'investissements. Une immense masse de capitaux circule ainsi de manière instantanée à la recherche des rendements les plus élevés. Ces rendements financiers tendent à devenir la norme sur laquelle les actionnaires exigent que les entreprises non financières s'alignent en leur versant des dividendes et en garantissant la hausse du cours des actions [Aglietta et Berrebi, 2007, p. 34-55].

### **Intensification et extension de la concurrence**

Cette contre-réforme a des effets d'autant plus délétères pour les salariés que ceux-ci sont plongés dans un environnement où l'intensité de la concurrence est fortement accrue. La libéralisation commerciale sous l'égide du GATT puis de l'OMC intervient alors que des processus d'industrialisation conduisent à l'apparition de nouveaux compétiteurs : les firmes japonaises d'abord, puis les entreprises des nouveaux pays industrialisés d'Asie (Taïwan, Corée, Singapour) et enfin de Chine. En outre, comme nous

l'avons vu, les firmes des pays riches orchestrent via les délocalisations et le développement de la sous-traitance internationale une segmentation internationale des processus productifs qui affaiblit considérablement le pouvoir de négociation des salariés. Ce processus est particulièrement visible dans les périphéries immédiates des grands marchés mondiaux : en témoignent le développement des *maquiladoras*, ces zones de quasi non-droit sociaux, au Mexique et en Amérique centrale, ainsi que le développement de la sous-traitance dans les pays d'Europe centrale. Enfin, la concurrence est d'autant plus rude qu'elle s'appuie sur les stratégies de domination du capital évoquées précédemment : l'intégration de nouvelles zones (la Chine, les ex-pays socialistes d'Europe centrale et orientale, l'Inde.) libère une gigantesque « armée de réserve » à l'échelle mondiale. Dans le même temps, l'hétérogénéité des normes d'emploi et la déconcentration productive rendent plus difficile l'action collective des salariés. Enfin, les réorganisations du travail et la mobilisation des nouvelles technologies, en particulier via les pratiques de *benchmarking* – c'est-à-dire d'alignement des objectifs des équipes et des établissements sur les meilleurs performances – alimentent une spirale continue de mise en concurrence des salariés.

Ce processus est cohérent avec l'affirmation de *La Nouvelle Raison du monde* [Dardot et Laval, 2009 ; Le Galès et Scott, 2008] dont le philosophe Michel Foucault [2004] a perçu l'émergence dès la fin des années 1970. Le néolibéralisme est un mode de gouvernement des hommes par la concurrence qui conduit les individus à adopter un comportement calculateur et intéressé. Des dispositifs d'incitation et de contrôle sont mis en place dans les entreprises comme dans les administrations publiques afin de maximiser à tous les niveaux la performance individuelle. Au niveau supranational, des règles organisent la compéti-

tion que ce soit en matière de commerce, de finance, d'investissements ou de droits de propriété. Le néolibéralisme a ainsi largement réussi à « construire » – plutôt que de « laisser-faire » comme le voulait le vieux libéralisme – le champ de la concurrence en favorisant l'épanouissement de comportements opportunistes motivés par une rationalité étroitement individuelle.

L'implantation de ce projet est un désastre pour les personnes comme pour les collectifs. Les suicides au travail et, de manière différente, la fraude de Jérôme Kerviel à la Société générale renvoient à la même impossibilité d'incarner l'homme néolibéral. Face à l'impératif de la performance individuelle chacun doit se débrouiller seul, voire contre les autres. Pour se conformer aux objectifs prescrits par la hiérarchie et affronter l'épreuve de l'évaluation, l'idée de la triche ou de la fuite peut germer et presque naturellement s'imposer. La tentation est d'autant plus forte qu'il n'existe plus d'espace collectif pour faire remonter les problèmes et amortir la souffrance liée à la mise en danger permanente de chacun.

L'aggravation des inégalités au sein du salariat s'inscrit dans ce nouveau contexte de concurrence généralisée : la stagnation ou la déflation des salaires est la norme pour ceux dont les qualifications sont banalisées ou qui ne disposent pas du contrôle sur une ressource clé pour la firme. En revanche, les salaires s'envolent pour ceux dont les compétences sont particulièrement recherchées ou, plus sûrement, pour ceux qui contrôlent des ressources stratégiques pour les firmes. Le sociologue français Olivier Godechot montre ainsi que les bonus salariaux exorbitants des traders ne proviennent pas de la rémunération de compétences particulièrement pointues mais plutôt du contrôle que ces salariés exercent sur une ressource clé pour les banques – à savoir la gestion d'un portefeuille de clients,

ressource dont ils sont en mesure de priver l'entreprise s'ils la quittent [Godechot, 2007 et 2008].

### **Trois énigmes**

Le capitalisme néolibéral se caractérise par une intensification de la concurrence internationale, une compression des revenus salariaux et une augmentation des profits, notamment financiers. Comme l'a montré l'économiste postkeynésien Engelbert Stockhammer [2007], cette situation pose plusieurs énigmes. Une énigme marxienne d'abord puisque nous avons à la fois beaucoup de profits mais peu d'investissements et de croissance. Une énigme néolibérale ensuite : en dépit du fait que les classes politiques aient quasi unanimement fait du recul de la « main voleuse » de l'État un élément central de leurs programmes, il n'y a pas eu de véritable retrait de la puissance publique. Une énigme minskienne enfin, du nom de l'économiste Hyman Minsky ayant mis en évidence le rôle déstabilisateur de la finance. En effet, en dépit de chocs financiers de plus en plus fréquents et violents depuis le début des années 1980 (crise de la dette en 1982, crise des caisses d'épargne aux États-Unis en 1987, crise Tequila au Mexique en 1994, crise asiatique, russe puis argentine en 1997, 1998 et 2001, éclatement de la bulle internet en 2001...) il n'y a pas eu jusqu'à présent de véritable effondrement. Et, à l'automne 2009, le choc pourtant majeur de 2007-2008 semble temporairement sous contrôle.

Il est difficile de répondre de manière satisfaisante à ces interrogations mais les réponses partielles qui peuvent être avancées apportent un éclairage sur la conjoncture de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

Concernant l'énigme marxienne, la déconnection marquée entre profits et investissements est

liée à un changement majeur d'attitude des managers par rapport à la période fordiste. Le leitmotiv de cette époque est de retenir les profits au sein de la firme pour financer sa croissance (*retain and reinvest*). La logique de l'époque néolibérale est tout autre : il faut « dégraisser », réduire les coûts, recentrer la firme sur son cœur de métier afin de distribuer massivement les profits aux actionnaires (*downsize and distribute*) [Lazonick et O'Sullivan, 2000]. La logique de réduction de coûts est celle qui préside à la mobilisation néostakhanoviste des technologies de l'information et au démantèlement de la firme et de la relation d'emploi fordistes. Elle s'articule à un faible niveau d'investissement productif puisque les projets retenus ne le sont que dans la mesure où ils satisfont aux critères de rentabilité élevée des marchés financiers.

La pression des marchés financiers ne suffit cependant pas à expliquer le faible rythme de l'accumulation productive. Elle se combine avec, d'une part, l'intensification de la concurrence et, d'autre part, la faiblesse de la demande salariale qui, toutes deux, affectent négativement les anticipations de rentabilité des investissements. De manière peut-être encore plus fondamentale, une série d'indicateurs suggère que le rendement des investissements productifs tend à décroître régulièrement depuis les années 1960 [Hagel *et al.*, 2009] : le capitalisme n'a pas retrouvé la cohérence temporaire que constituait le fordisme, lorsque la mécanisation et la diffusion des méthodes de l'organisation scientifique du travail apportaient de manière régulière des gains de productivité élevés. Le crash de la bulle internet en 2001 a ainsi révélé au grand jour que les espoirs fondés sur la diffusion des TIC étaient très exagérés. En l'absence de paradigme techno-économique offrant des gains de productivité importants, le système n'est pas en mesure de retrouver une forte dynamique d'accumulation.

Si, au niveau microéconomique, les investissements ne permettent pas de nourrir la soif de profit du capital, comment peut-on expliquer les profits insolents affichés par nombre de grandes firmes et, au niveau macroéconomique, le fait que la part des profits dans la valeur ajoutée se soit rétablie par rapport à la crise des années 1970 ? Il y a là un paradoxe extrêmement fort que deux facteurs peuvent contribuer à expliquer. D'abord, le fait que les firmes mêmes non financières aient développé d'importantes activités financières leur a permis de générer des profits à la faveur de l'emballage des deux dernières décennies. General Electric constitue une illustration extrême de cette logique : la firme s'est appuyée sur l'accès au crédit bon marché que lui donnait son assise industrielle solide mais en faible croissance pour développer des activités financières qui, au début des années 2000, représentaient près de 50 % de ses revenus [Froud *et al.*, 2005] ; au printemps 2009, en pleine déroute financière, il a fallu que l'État lui apporte sa garantie pour éviter la banqueroute.

Comme second facteur, on peut suivre David Harvey et faire l'hypothèse que la vague d'expropriation de droits des populations qui a caractérisé la période néolibérale a permis de nourrir un processus d'« accumulation par dépossession ». Cette accumulation prédatrice correspond notamment aux ponctions financières directes sur les revenus des salariés, liées à la multiplication des produits financiers pour les particuliers (fonds de pension, crédits à la consommation, crédits immobiliers, etc.) [Lapavistas, 2009]. Il s'agit aussi de bénéfices que retire le capital des politiques pro-business telles que les privatisations ou les multiples exemptions fiscales, de l'acceptation de fait des mécanismes d'évasion dans les paradis fiscaux, des subventions directes ou déguisées...

Seconde énigme, le paradoxe néolibéral de la persistance du poids économique de l'État. La ten-

dance historique longue confirme la « loi de l'activité croissante de l'État » aux dépens du secteur privé établie par Adolph Wagner, un socialiste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les dépenses des administrations publiques passent, en France, de 16 % du PIB en 1913 à plus de 50 % dans les années 2000, de 14 % à près de 45 % en Allemagne, de 11 % à plus de 40 % en Grande-Bretagne et de 6 % à plus de 35 % aux États-Unis [Baras, 2002, p. 13]. Le néolibéralisme n'a pas renversé cette tendance. L'accroissement de la part des dépenses publiques dans le PIB s'est poursuivi jusqu'en 1990. Au cours de la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle, ce ratio s'est stabilisé, oscillant, selon les pays, entre 33 % et 53 % du PIB [Lamartina et Zaghini, 2008]. Mais le surcroît de dépenses liées à la crise actuelle entraîne un rebond spectaculaire du poids de l'État dans l'économie.

Comment expliquer cette résilience ? Dans l'ensemble, l'évolution des dépenses militaires ou le poids des remboursements de la dette publique ne sont pas des facteurs décisifs pour les vingt dernières années. Quatre pistes d'explication peuvent cependant être avancées. La première découle d'un mécanisme appelé effet Baumol<sup>10</sup> : l'extension du secteur public résulte d'une croissance de la productivité plus faible dans les services que dans l'industrie. En effet, comme le secteur public est pour l'essentiel composé de services et que les salaires bon an mal an suivent ceux du privé, le différentiel de productivité pousse à la hausse la part du revenu national qui lui revient. En second lieu, la simultanéité entre accroissement de la frustration de services publics au sens large et non réduction de la part des dépenses publiques provient de l'évolution contrastée de l'offre et de la demande [Husson, 2007]. La demande de services publics et de prestations sociales a cru du fait du vieillissement, de l'augmentation du nombre de familles monoparentales, de l'augmentation du taux d'activité des

femmes, du recul de l'âge d'entrée sur le marché du travail, de la hausse du chômage ou encore de l'exigence accrue de qualification faite aux travailleurs. Or, l'offre n'a pas suivi. Chacun a ainsi pu voir diminuer les prestations versées lorsqu'il en avait besoin sans que le poids de ces dépenses prises dans leur ensemble ne se réduise. Enfin, il y a les mécanismes directs ou indirects de subventions au capital, qui s'inscrivent dans le processus d'accumulation par dépossession, ce que James Galbraith appelle *L'État prédateur* [2008], et dont la crise actuelle constitue un nouvel épisode majeur. D'après les calculs du FMI, les sommes mobilisées par les autorités publiques des économies avancées en injections de capitaux, achats d'actifs, garanties et apports de liquidités se montent à 30 % de leur PIB !<sup>11</sup> Et il ne s'agit que du soutien apporté au secteur financier, auquel viennent s'ajouter diverses mesures de relance : subvention à l'industrie automobile, baisses d'impôts, accélération des programmes d'investissements et, plus rarement, extension de filets de protection sociale. Or, *in fine*, le coût du sauvetage du système est payé par les impôts prélevés sur la population, la remise en cause de droits sociaux et une réduction des services publics.

La question du rôle de l'État est liée à l'énigme minskienne concernant le coût économique relativement limité de l'instabilité financière. En effet, si les phases récessives ont été plus marquées que pendant la période fordiste, elles sont restées relativement modérées jusqu'à l'épisode de 2008-2009. La première réponse partielle à cette énigme est qu'il y a en fait bien eu un coût réel considérable de l'instabilité financière, mais qu'il a été essentiellement supporté par les pays de la périphérie. De l'Amérique latine à l'Asie du Sud – à l'exception de la Chine – en passant par la Turquie et la Russie, tous ont été violemment touchés par le contrecoup des crises financières : chômage, pauvreté,

salaires impayés, coupes dans les budgets sociaux et, parfois, comme en Corée du Sud, démantèlement et vente forcée de bijoux industriels aux multinationales du Nord. En Argentine, la crise financière provoquée par la dévaluation du peso par rapport au dollar a provoqué un choc économique, social mais aussi politique majeur : en décembre 2001, deux présidents sont déposés dans un contexte d'effervescence révolutionnaire [Chesnais et Divès, 2002].

Aujourd'hui, les économies capitalistes avancées sont dans la tourmente mais la stabilisation qui semble apparaître dès l'automne 2009 peut surprendre. Un second niveau d'explication doit être évoqué : le rôle de la puissance publique dans l'économie. Le poids de l'État s'est fortement accru par rapport aux années 1930, jouant un rôle stabilisateur de la demande pour l'activité économique capitaliste par le biais de la résilience de la dépense publique et, notamment, des dispositifs de protection sociale. Par ailleurs, banques centrales et gouvernement interviennent vigoureusement pour contenir l'instabilité financière et relancer l'activité économique. Le problème, c'est qu'au cours des dernières décennies chaque nouvel épisode s'est révélé plus violent que le précédent, rendant la sauvegarde du système de plus en plus coûteuse et difficile [Crotty, 2009].

La crise n'est donc pas derrière nous. Ce qui l'a provoquée n'a pas été résolu, à savoir, d'une part, une situation latente dans laquelle les capacités de production installées dans le monde tendent à excéder la demande globale et, d'autre part, le caractère insoutenable des mécanismes qui ont soutenu cette demande par une explosion de la dette des ménages, en premier lieu aux États-Unis. Les États ont repris un peu partout le flambeau en substituant leur propre dette à celle des ménages afin de combler les insuffisances de la demande globale. Mais cette dette a elle aussi un coût qui, lorsqu'elle va devoir être remboursée, va peser

## **Le capitalisme est-il indépassable ?**

à son tour négativement sur la demande, soit à travers des hausses d'impôts, soit à travers des diminutions des dépenses des administrations. Le scénario le plus probable ne semble alors pas être celui de l'effondrement des années 1930 mais, plutôt, la longue stagnation que connaît le Japon depuis le début des années 1990 : une stagnation généralisée cette fois à l'ensemble des pays capitalistes avancés.